

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e année, n° 144

Du 4 au 10 octobre 1985

POLITIQUE

L'Eglise dénonce une tromperie : le processus électoral
La violence officielle continue
La population marginalisée
La crise affecte le processus électoral
Opposition à Lobos Zamora
Scissions au sein de l'armée
Mécanismes d'injustice entraînant la subversion

INSURRECTION

Nouvelles attaques portées contre les installations de l'armée
Panne infligée à un hélicoptère de l'armée
Affrontements à El Quiché
Occupation de route

DROITS DE L'HOMME

Violence officielle en hausse
Les violations des Droits de l'Homme se poursuivent
Force publique contre étudiants
Existence de centres de torture
Détentions massives
Assassinat d'un participant à une procession

REFUGIES

Solidarité envers les sinistrés du tremblement de terre

POLITIQUE

L'EGLISE DENONCE UNE TROMPERIE : LE PROCESSUS ELECTORAL

La Conférence Episcopale de Guatemala, à laquelle ont participé les évêques du pays, a donné lieu à une lettre pastorale qui dénonce la tromperie du soi-disant processus électoral étant admis que les conditions nécessaires à sa réalisation sont inexistantes et que jamais dans l'histoire du pays, la population a été aussi démunie et plongée dans le désespoir.

Cette entité suprême de l'Eglise a, en outre, signalé qu'au Guatemala, les violations des Droits de l'homme perdurent et, s'est prononcée contre le maintien de la politique de sécurité nationale. Elle a manifesté sa préoccupation devant la manipulation possible des 800 000 paysans qui participent aux fameuses patrouilles d'auto-défense civiles, organisées et dirigées par l'armée.

LA VIOLENCE OFFICIELLE CONTINUE

Le 1er octobre, à Washington, devant le Sénat des Etats-Unis, des Organisations humanitaires stigmatisaient la poursuite par les autorités guatémaltèques de cette attitude de violation des Droits de l'Homme de la population guatémaltèque. Cette dénonciation a été portée au cours de la conférence "Droits de l'Homme au Guatemala et Elections", organisées par les sénateurs Tom Harkin, Paul Simon et le Bureau d'Amérique Latine de Washington -WOLA-.

Les Organisations humanitaires de divers pays qui participaient à la conférence ont exprimé leurs craintes, à savoir que les élections présidentielles soient un événement superficiel destinées à obtenir une aide économique et militaire de la Maison Blanche.

LA POPULATION MARGINALISEE

Le 3 octobre, dans le plus récent des numéros du Bulletin d'Information des Guérilleros -Informador Guerrillero-, l'Armée des Guérilleros des Pauvres, EGP, écrivait qu'un des objectifs des élections qui auront lieu au Guatemala est de marginaliser plus avant la population guatémaltèque et maintenir cette dernière dans un état de guerre chaque fois plus profond.

L'EGP signale que les partis politiques manquent de représentativité et ajoute que les élections présidentielles font partie intégrante d'une campagne contre-insurrectionnelle dénommée "Retrouvaille Institutionnelle 1984", qui est elle même un des volets de la politique de sécurité nationale menée par l'armée.

LA CRISE AFFECTE LE PROCESSUS ELECTORAL

Au cours d'un discours prononcé, le 3 octobre, à la quarantième Assemblée Générale des Nations-Unies, le Ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade, a fait savoir que la chute des prix des exportations, la contraction des investissements, la fuite des capitaux, l'érosion monétaire, le taux de croissance économique négatif et le chômage créaient des tensions politiques et sociales qui menaçaient le processus électoral amorcé par le régime militaire du Général Mejia Victores.

D'autre part, le Ministre des Relations Extérieures a signalé que son gouvernement ne reconnaît pas l'indépendance du Belize, ni les frontières terrestres et maritimes de ce pays.

OPPOSITION A LOBOS ZAMORA

Le 7 octobre, le journal Prensa Libre stipulait qu'un secteur de l'armée s'opposait à ce que le Général Rodolfo Lobos Zamora, l'actuel homme fort du régime et le Chef de l'Etat Major Général de l'armée, exerce la fonction de Ministre de la Défense dans le nouveau gouvernement. Cette nette opposition rend les négociations politiques avec les autres partis et secteurs du pouvoir d'autant plus difficiles.

SCISSIONS AU SEIN DE L'ARMEE

Le Bureau des Relations Publiques de l'institution armée a donné connaissance de quelques cent changements à l'échelon moyen, survenus le 1er octobre dans les rangs de l'armée. Il a également fait référence à 30 promotions et mutations de Commandants dans la base militaire du département de Sololà (théâtre d'une forte activité insurrectionnelle) et de la Marine de Guerre.

Les observateurs, les hommes politiques et les diplomates étrangers analysent ces modifications au sein de l'armée comme un signe de renforcement et d'amélioration de l'hégémonie que se partagent les différentes tendances existantes au sein de l'armée.

MECANISMES D'INJUSTICE ENTRAINANT LA SUBVERSION

Le 2 octobre, César Augusto Toledo Peñate, Secrétaire Général du parti social-démocrate Front Uni de la Révolution -FUR- (qui n'a pas pu s'inscrire aux élections) a déclaré que l'insurrection se poursuit et est même en hausse dans le pays.

Toledo Peñate, qui a fait l'objet de menaces de mort pour avoir critiqué ouvertement le gouvernement et l'armée, signale également que les "mécanismes d'exploitation qui font fi de la justice et de la liberté entraînent la subversion" et que "la faim et l'oppression dont souffre la population" créent des citoyens insatisfaits.

INSURRECTION

NOUVELLES ATTAQUES PORTEES CONTRE LES INSTALLATIONS DE L'ARMEE

Selon un rapport rebelle rendu public le 7 octobre, des unités de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- ont attaqué, le 2 octobre, des forces armées stationnées dans la municipalité San Lucas Tolimán, dans le département central de Sololá, provoquant de la sorte de nombreuses pertes aux troupes gouvernementales.

Selon l'ORPA, le même jour, d'autres unités de guérilleros ont occupé la propriété "El Porvenir", utilisée comme base pour les opérations de l'armée ainsi que la bourgade Salamabaj, à San Lucas Tolimán, où elles ont organisé des réunions de caractère politique avec les habitants et les travailleurs agricoles.

PANNE INFLIGEE A UN HELICOPTERE DE L'ARMEE

D'après un rapport des Forces Armées Rebelles, daté du 2 octobre, un hélicoptère armé des forces armées s'est vu infligé une panne, le 25 septembre, alors qu'il cherchait à déloger les positions rebelles au cours d'une occupation de tronçon routier reliant les bourgades de Sayaxché et Flores, dans le département septentrional de El Petén.

De même, le 7 octobre, des contingents des FAR ont occupé un tronçon routier entre les villages de La Libertad et El Naranjo, dans le même département.

AFFRONTEMENTS A EL QUICHE

Le journal El Gráfico du 2 octobre, souligne que l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- a déclaré avoir occasionné 17 pertes à l'armée au cours d'un affrontement qui s'est produit récemment au Nebaj, à El Quiché. L'EGP affirme avoir endommagé un hélicoptère de la Force Aérienne qui prêtait main forte aux troupes embusquées.

OCCUPATION A EL QUICHE

D'après un communiqué insurrectionnel du 4 octobre, quelques 74 véhicules, voitures particulières et collectives, ont été arrêtés, le 2 octobre sur un tronçon routier de 3 kilomètres situé sur la principale route qui relie la ville de San Marcos et la bourgade de Malacatán, à l'ouest du pays, par des forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA-.

L'ORPA signale, en outre, qu'au cours de l'opération trois effectifs policiers ont été capturés. Trois carabines M-1, deux revolvers, un pistolet 9mm, cinq grenades à fragmentation et une radio ont été confisqués aux prisonniers. Ces derniers ont été relâchés par la suite sans que l'on ait porté atteinte à leur vie ou à leur dignité personnelle, suivant les principes qui régissent le traitement des prisonniers de guerre et qui ont été adoptés par l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque.

DROITS DE L'HOMME

VIOLENCE OFFICIELLE EN HAUSSE

Les milieux de presse ont publié, entre le 25 septembre et le 2 octobre, qu'il y eu 27 cas de personnes assassinées dans des lieux publics, devant des témoins ou des proches et, dont les cadavres ont été trouvés dans des rues de la capitale. Les corps portaient des traces manifestes de torture.

A la même époque, la presse signalait 15 cas de personnes "disparues" qui ont été enlevées, de force, de leur domicile ou lieu de travail par des hommes fortement armés, identifiés par les proches comme étant des effectifs appartenant aux forces de sécurité gouvernementales. Les victimes étaient poussées à bord de véhicules non immatriculés et munis de vitres polarisées.

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SE POURSUIVENT

Le 5 octobre, L'Internationale Libérale, lors de la conclusion de son congrès annuel qui s'est tenu à Madrid, en Espagne, insistait sur le fait qu'au Guatemala, au Chili et au Paraguay, les violations des Droits de l'Homme se poursuivent.

FORCE PUBLIQUE CONTRE ETUDIANTS

Des troupes de l'armée régulière ont pris possession, le 3 octobre, des bâtiments de l'Instituto Marquense de Occidente -INMO-, situé dans le département de San Marcos et ont expulsé, violemment, quelques 800 étudiants, des mineurs d'âge, qui la veille avaient occupé de façon pacifique ces mêmes bâtiments du centre d'enseignement secondaire aux fins de protester contre la mesure décrétée par le régime. A savoir terminer le cycle scolaire de façon anticipative pour essayer de contrer la grève des enseignants.

Les soldats ont arrêté quelques 150 étudiants et ont fermé les portes de cet Institut.

EXISTENCE DE CENTRES DE TORTURE

Le 2 octobre, dans une lettre envoyée aux milieux de presse du pays par les travailleurs du Ministère des Finances Publiques, on pouvait lire qu'il existe un centre de torture dans les caves de ce bâtiment situé dans ce qui s'appelle le Centre Civique de la ville-capitale et qu'il dépend de sections de l'armée.

Toujours selon cette information, c'est dans la cave n°3 de la tour des Finances que se situe ce local de détention illégal où des effectifs de l'armée interrogent sans assistance judiciaire et torture des personnes qui iront ensuite grossir le rang des "disparus".

DETENTIONS MASSIVES

Selon des rapports rendus publics le 6 octobre, 73 paysans parmi lesquels, 12 femmes et 37 enfants, ont été capturés, le 5 octobre, dans les bourgades de San Antonio, El Baldío et Ucalbatz, situées dans le département de El Quiché, au nord-ouest, par des troupes de l'armée qui effectuaient des opérations de "ramassage" dans la région.

Les paysans ont été emmenés à la garnison de Playa Grande, à El Quiché, pour être ensuite conduits dans les bourgades militarisées limitrophes.

Selon les dénonciations des habitants, les dits paysans ont été arrachés de force à leur domicile par les soldats.

ASSASSINAT D'UN PARTICIPANT A UNE PROCESSION

Le 1er octobre, au cours d'une procession catholique organisée dans la communauté agricole de Las Mercedes, dans la municipalité de Colomba, dans le département de Quetzaltenango, des hommes fortement armés, identifiés par des témoins comme des effectifs de l'armée, ont assassiné monsieur Mario Pérez de León qui participait à la procession religieuse.

Cet événement s'est produit en présence de nombreux habitants qui participaient à la procession.

REFUGIES

SOLIDARITE ENVERS LES SINISTRES DU TREMBLEMENT DE TERRE

Le journal Prensa Libre du 7 octobre signalait que les réfugiés guatémaltèques établis dans les campements de Chiapas ont envoyé au président mexicain, Miguel de la Madrid, une somme de 350 000 pesos comme contribution à verser dans les fonds d'aide destinés aux sinistrés des deux tremblements de terre qui ont ravagé la capitale mexicaine à la mi-septembre.

XXXXXXXXXXXX